

**LE PIÈGE DE LA REDÉFINITION D'UNE STRATÉGIE POUR L'AFGHANISTAN****JULIEN TOURREILLE**

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Le rituel des discours annuels devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le sommet de Pittsburgh érigeant le G20 en nouveau directoire de l'économie mondiale et l'apparent front uni pour durcir le ton concernant les ambitions nucléaires de l'Iran ne sauraient masquer les problèmes sérieux que connaît l'administration Obama en matière de politique étrangère. Le débat en cours au sujet de la stratégie en Afghanistan représente en effet un test majeur pour le président américain.

1. Un contexte difficile

Pendant la campagne électorale de 2008, Barack Obama présentait l'Afghanistan comme le centre de la lutte contre le terrorisme. En mars dernier, il affirmait que le territoire afghan ne saurait redevenir un sanctuaire à partir duquel Al-Qaïda pourrait planifier un nouveau 11-septembre. Pas plus tard que fin août, il rappelait que l'intervention en Afghanistan est une « guerre nécessaire », par opposition à celle en Irak qui fut une « guerre de choix ». Or, comme il le soulignait le 27 mars 2009, la stratégie pour la guerre en Afghanistan sera évaluée et ajustée en fonction de l'évolution de la situation. L'administration Obama est actuellement engagée dans une telle réévaluation. Trois éléments concourent à cette réévaluation : 1) la détérioration de la situation sur le terrain ; 2) le déroulement des élections présidentielles afghanes ; 3) la remise d'un rapport préoccupant par le Général en charge des opérations en Afghanistan.

Premièrement, le mois d'août 2009 fut le plus meurtrier pour les forces américaines et celles de l'OTAN depuis le début de la guerre en octobre 2001. Par conséquent, il n'est guère surprenant que le soutien de la population américaine pour la mission en Afghanistan connaisse une érosion, celle-ci étant particulièrement prononcée au sein de l'électorat démocrate. Or, Barack Obama a besoin de l'appui de l'opinion publique, en particulier de sa base électorale, pour concrétiser des éléments majeurs de son programme politique comme la réforme des soins de santé. Il ne peut donc pas se permettre de perdre du capital politique sur la question afghane.

Les forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan doivent-elles...

	Juin 2009		Septembre 2009	
	Rester dans le pays (en %)	Quitter le pays (en %)	Rester dans le pays (en %)	Quitter le pays (en %)
Total	57	38	50	43
Républicains	75	21	71	25
Démocrates	45	52	37	56
Indépendants	57	36	51	43

Source : « Public Support for Afghanistan War Wanes », *Pew Research Center*, 22 septembre 2009.

Deuxièmement, les irrégularités et les fraudes lors de l'élection présidentielle afghane du 20 août 2009 ont accru le scepticisme du président Obama vis-à-vis du gouvernement d'Hamid Karzaï qui était déjà largement perçu aux États-Unis comme corrompu et incompetent. Dès lors, il hésiterait à soutenir un régime dont la légitimité est douteuse en envoyant davantage de soldats américainsⁱ.

Troisièmement, le rapport remis fin août par le Général McChrystal est d'une « honnêteté cruelle » comme le souligne Robert Haddickⁱⁱ. Ayant pris le commandement des forces américaines et de l'OTAN en juin dernier, le Général semble avoir été surpris par l'ampleur des problèmes auxquels elles sont confrontées. Au-delà de la résilience et de la compétence de l'ennemi, le Général relève des lacunes et des carences majeures dans l'organisation des forces occidentales déployées en Afghanistan et dans leur compétence à mener des opérations élémentaires de contre-insurrection. Aucune des leçons apprises après huit ans de guerre n'a été mise en application. Comme le rapporte un article du *New York Times*, le sentiment parmi le haut commandement américain est « d'avoir combattu en Afghanistan pendant un an, huit années d'affilée »ⁱⁱⁱ.

2. Une administration divisée

C'est dans ce contexte délicat que l'administration Obama a entrepris de réévaluer sa stratégie. Une première réunion a eu lieu à la Maison-Blanche le 13 septembre et d'autres devraient se tenir cette semaine. Outre le président, les principaux participants à ces réunions sont le vice-président Biden, la secrétaire d'État Clinton, le secrétaire à la Défense Gates, le conseiller à la sécurité nationale Jones, et le président du comité des chefs d'état-major l'Amiral Mullen.

L'administration paraît divisée entre deux approches^{iv}. Certains membres soutiennent qu'une stratégie de contre-insurrection doit être mise en œuvre pour remplir l'objectif de lutte contre le terrorisme fixé par Barack Obama en mars 2009. Cette stratégie contre-insurrectionnelle a pour but premier de protéger la population. Elle consiste essentiellement à éliminer l'ennemi dans une zone, à tenir ensuite ce territoire en y instaurant une présence permanente, et à construire les institutions et services nécessaires au bien-être de la population locale. Cette approche de la contre-insurrection, élaborée par le Général Petraeus et mise en œuvre en Irak depuis 2007, est très largement soutenue par les militaires^v. Pour la mener à bien, ils considèrent que l'envoi de troupes supplémentaires (entre 10 et 45 000 soldats venant s'ajouter aux 68 000 actuellement

déployés) est nécessaire^{vi}. L'amiral Mullen exprime ainsi ce consensus dans les réunions en cours.

D'autres membres de l'administration considèrent en revanche qu'une stratégie plus limitée de contre-terrorisme serait suffisante et préférable pour réussir la mission fixée par le président. Cette approche vise essentiellement à détruire l'ennemi. Elle se traduit ainsi par des frappes ponctuelles et ciblées contre les membres d'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes. Elle est particulièrement défendue par le vice-président Biden. Elle avait été rejetée en mars dernier et rien n'indique qu'elle puisse aujourd'hui l'emporter. Toutefois, l'existence d'un tel débat, alors même que la détermination de Barack Obama à mener une véritable contre-insurrection semblait forte il y a quelques semaines à peine, est symptomatique des difficultés et de l'incertitude dans lesquelles l'administration est actuellement enlisée.

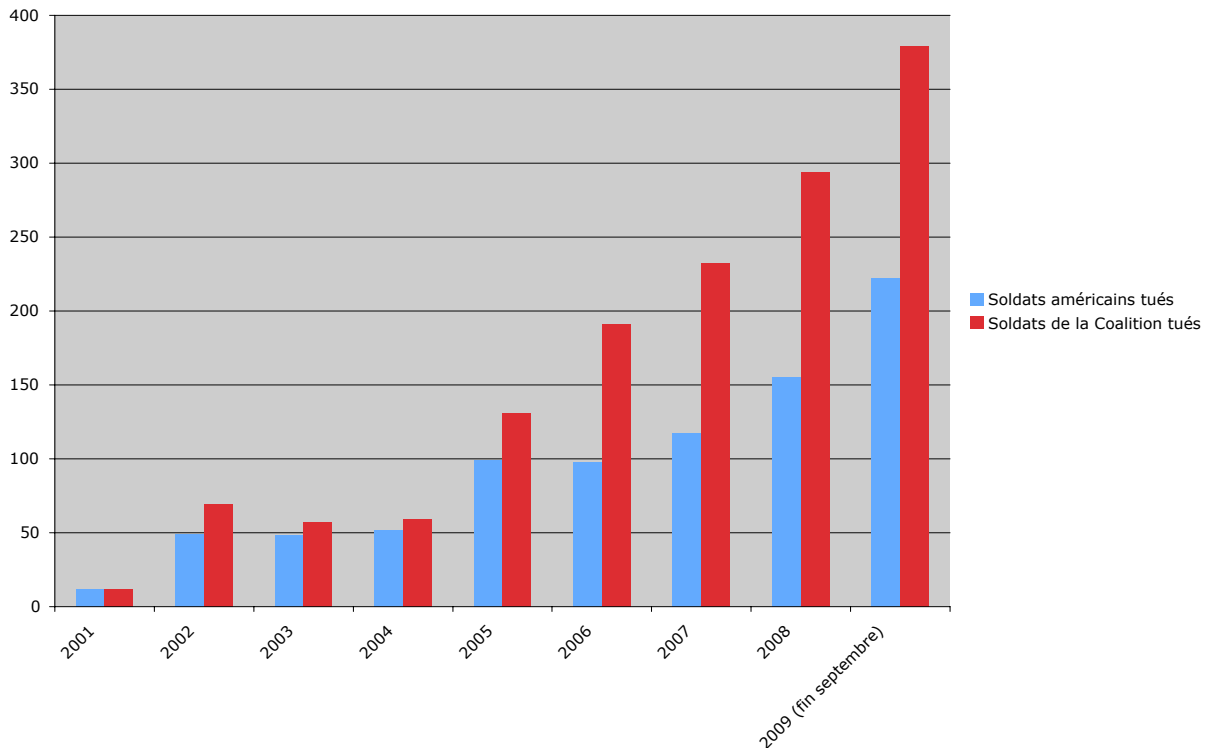
Les positions des autres acteurs décisionnels restent ambivalentes^{vii}. La secrétaire d'État Clinton a souvent fait part de sa volonté d'être flexible et pragmatique. Elle considère certes que l'objectif principal de la mission en Afghanistan est de chasser Al-Qaïda, mais elle n'est pas convaincue qu'une amplification des opérations de contre-insurrection soit nécessaire. Le conseiller à la sécurité nationale Jones soutient que la stratégie a été adoptée le 27 mars, que les moyens adéquats ont été consentis (les 21 000 soldats supplémentaires envoyés depuis) et que les militaires doivent maintenant mettre en œuvre cette stratégie. La position du secrétaire à la Défense pourrait alors s'avérer déterminante. Robert Gates est en effet très respecté autant dans l'administration qu'au Congrès. Or, il ne semble pas avoir actuellement une opinion tranchée. Il soutient les militaires (il a en effet contribué à la nomination de McChrystal) et devrait vraisemblablement appuyer leurs recommandations^{viii}.

3. Une contre-insurrection nécessaire

L'argument principal des partisans d'un recentrage sur des opérations de contre-terrorisme est qu'Al-Qaïda et les autres groupes terroristes présents autant sur le territoire afghan qu'au Pakistan pourraient être maîtrisés par des moyens technologiques et par un petit nombre de forces spéciales déployées sur le terrain^{ix}. Faisant souvent référence à l'histoire de l'Afghanistan et en particulier au rejet de toute forme d'occupation étrangère par sa population, ils estiment également qu'une présence étrangère plus discrète améliorerait la situation sur le terrain en supprimant un élément de mobilisation d'une partie des insurgés.

Cependant, une opération de contre-terrorisme ne peut être efficace qu'avec des renseignements précis. Alors que les Talibans et Al-Qaïda ont appris à ne pas utiliser des technologies (par exemple les téléphones satellitaires) qui les rendent facilement détectables, ces renseignements ne peuvent être obtenus qu'avec une présence importante sur le territoire et une coopération étroite de la part de la population afghane. Cette population ne coopèrera cependant pas avec des forces spéciales étrangères dont la mission ne consistera pas à la protéger face aux intimidations et aux violences des Talibans et membres d'Al-Qaïda qui demeurent sur le territoire.

Soldats tués en Afghanistan (2001 – fin septembre 2009)



Source : icasualties.org

Si une opération de contre-insurrection axée sur la protection de la population s'avère nécessaire, elle présente également des difficultés sérieuses. Tout succès dans une telle entreprise implique en effet que la population locale soutienne le gouvernement légitime et rompe son appui aux insurgés. L'incompétence et la corruption du gouvernement de Kaboul représentent sans conteste un handicap fondamental. De plus, les Talibans constituent une force politique et bénéficient d'un soutien populaire non négligeable dans certaines régions^x. Dès lors, la population afghane n'aidera pas les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN à remplir leur objectif de lutte contre Al-Qaïda et les Talibans si elle a le moindre doute sur leur implication à long terme et plus précisément sur leur capacité à la protéger.

Dans cette perspective, le débat actuel au sein de l'administration Obama est contreproductif tant il va à contresens de la création d'un lien de confiance avec les Afghans. La flexibilité, l'ouverture d'esprit, le pragmatisme affichés par Obama sont d'abord destinés à un auditoire américain. Ils sont totalement contraires à ce que les Afghans devraient entendre pour aider les forces américaines sur le terrain. Comment en effet donner des renseignements sur un ennemi si les forces étrangères qui le combattent quittent le pays et ne vous protègent plus ?

Après des mois de discours fermes et résolus sur l'Afghanistan, Barack Obama apparaît soudainement indécis. Or, il ne peut pas être surpris par la détérioration de la situation sur le

terrain. Elle fut manifeste cet été, mais elle est en cours depuis 2006 au moins. Il ne peut guère être pris de panique face à l'effritement du soutien de l'opinion publique, en particulier de sa base démocrate, pour la guerre en Afghanistan. Celle-ci reste en effet nettement plus populaire que la guerre en Irak lorsque George W. Bush annonça sa stratégie de « sursaut » en décembre 2006. Il ne peut guère utiliser le prétexte de la corruption et de l'incompétence du gouvernement d'Hamid Karzaï. C'est un problème certes sérieux, mais il est connu depuis fort longtemps et n'est pas apparu avec les fraudes lors du scrutin présidentiel du 20 août. Au-delà de l'avenir de la mission américaine en Afghanistan, c'est donc une bonne partie de la crédibilité du président Obama qui se joue actuellement.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

ⁱ Mark Sappenfield, « What next in Afghanistan ? The five people Obama is asking », *The Christian Science Monitor*, 24 septembre 2009.

ⁱⁱ Robert Haddick, « This Week at War : America's Last Counterinsurgent ? », *Foreign Policy*, 25 septembre 2009.

ⁱⁱⁱ Eric Schmitt, « In Afghanistan Assesment, a Catalyst for Obama », *New York Times*, 22 septembre 2009.

^{iv} Peter Baker et Elisabeth Bumiller, « Obama Considers Strategy Shift in Afghan War », *New York Times* 23 septembre 2009.

^v Thomas Ricks, « The military view of future policy in Afghanistan », *ForeignPolicy.com*, 25 septembre 2009.

^{vi} Ann Scott Tyson, « Military Leaders Hear Out McChrystal on Afghanistan Troop Request », *The Washington Post*, 25 septembre 2009.

^{vii} Mark Sappenfield, *op. cit.*

^{viii} Elisabeth Bumiller, « Gates Signals He's Open to More Troops in Afghanistan », *The New York Times*, 4 septembre 2009.

^{ix} Voir par exemple George Will, « It's Time to Leave Afghanistan », *The Washington Post*, 1^{er} septembre 2009.

^x Lynne O'Donnell, « L'incompétence du gouvernement afghan profite aux insurgés », *cyberpresse.ca*, 3 septembre 2009.